



Syndicat National CGT des Chancelleries et Services Judiciaires

LANCEMENT DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA JUSTICE : POURQUOI NOUS NE PARTICIPONS PAS AU « COCKTAIL DÉJEUNATOIRE »

Annoncés après une rafale d'attaques contre la justice, notamment pour son laxisme et son absence de sévérité (sauf quand il s'agit de responsables du monde politico-économique, cf les affaires Balkany, Tapie, Sarkozy et consorts...), ces États généraux font suite à de multiples « réformes » menées depuis le début de ce quinquennat. Serait-ce à dire que le travail fait par les précédents gouvernements de cette majorité n'aurait servi à rien... ?

A part désorganiser des greffes déjà en grande souffrance et éloigner le citoyen de la justice avec la fusion de celles-ci (ce qui a nécessité un changement de braquet avec le grand retour de la justice de proximité, promue par l'actuel locataire de la place Vendôme... et occasionné une nouvelle désorganisation des juridictions), accru la charge de travail et la pression sur les personnels de greffe, l'empilement des réformes n'aura jamais autant entamé la confiance des citoyens envers l'institution judiciaire...

Ces États généraux, dont nous confirmons le grand secret de leur préparation évoqué par la presse, excluent les organisations syndicales des travaux alors qu'une réforme statutaire se prépare pour les greffes avec un risque de nouvelle casse des métiers.

Les organisations syndicales sont conviées le 20 octobre pour une explication de texte, mais avec un seul représentant par organisation syndicale pour couvrir des métiers aussi divers que fonctionnaire des greffes, surveillant de prison, éducateurs de la PJJ, conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation, sans parler des différentes fonctions administratives.

La composition de la commission indépendante dont la présidence est confiée à Jean-Marc Sauvé interroge profondément : aucun fonctionnaire d'aucune des directions du ministère n'y participera...

Le président poursuit son « œuvre » de mise à l'écart des corps intermédiaires et d'illusionniste, faisant croire à la consultation de la population quand tout est décidé d'avance ou presque.

Rappelons-nous le tour de France de Macron lors du mouvement des gilets jaunes, ou de la convention citoyenne pour le climat, dont les réelles mesures progressistes en la matière ont été écartées par le président...

Les principales organisations syndicales représentant les fonctionnaires des greffes boycottent cette mascarade, il n'y a pas de hasard !

A Paris, le 18 octobre 2021